

« L'accord du siècle » au service de la droite israélienne

29 janvier 2020



La conférence économique de Bahreïn portée par l'administration Trump pour servir de démarrage à « l'accord du siècle » entre Israël et les pays arabes a été, comme on pouvait s'y attendre, un échec. La raison en est simple : la volonté de Washington d'obliger le monde arabe et la communauté internationale à enterrer la cause palestinienne.

Il n'échappera à personne que l'arrivée de Donald Trump à la Maison Blanche aura ouvert une nouvelle ère dans les relations américano-israéliennes, après huit ans de dissensions et de tensions entre l'administration Obama et le gouvernement israélien conduit par Benyamin Nétanyahou.

Une relation privilégiée entre les deux exécutifs s'est instaurée dès la prise de fonctions de Donald Trump. Les premiers gestes ont affirmé la volonté de se démarquer d'une administration honnie par une approche différente des questions du Proche-Orient en général, et tout particulièrement du règlement de paix du conflit israélo-palestinien. Une approche fondée en grande partie sur la vision des évangélistes américains, ces dizaines de millions d'électeurs américains qui ont apporté leur voix à Donald Trump, et pour qui le peuple juif a des droits historiques sur une terre qui lui appartient, et qui sont en parfaite harmonie avec les orientations les plus à droite en Israël.

Parmi les premières mesures du nouveau président figurait la désignation d'une nouvelle équipe chargée du dossier des pourparlers de paix entre Israël et les Palestiniens. Celle-ci a été recrutée en dehors du département d'État et n'était nullement tenue par l'approche traditionnelle à l'égard du processus de paix. Trois membres la dominaient, choisis parmi des juifs orthodoxes très proches de la droite israélienne :

- Jared Kushner, gendre de Trump, transfuge du monde des affaires et de la finance ;
- Jason Greenblatt, né de parents juifs immigrés et placé dès son jeune âge dans une école religieuse, ayant poursuivi des études supérieures de droit, aujourd'hui en charge des affaires juridiques au cabinet de Trump ;
- David Friedman, avocat lui aussi, proche collaborateur de l'homme d'affaires devenu président des États-Unis, conseiller sur les dossiers immobiliers et financiers, étroitement lié aux colons juifs et aux associations d'assistance juive en Israël notamment dans la colonie de Beit El.

C'est sur ce trio que s'est appuyé le président américain pour élaborer son plan de paix qui portera plus tard le nom « d'accord du siècle », accord dont on a commencé à parler en 2017, mais dont les lignes demeurent floues à ce jour, ce qui a nécessité à plusieurs reprises le report de son annonce. Il devait en principe être rendu public après la 21^e session des élections législatives israéliennes en mai dernier. Mais l'incapacité de Nétanyahou à former une coalition de gouvernement, la dissolution de la chambre des députés et la programmation de nouvelles élections ont de nouveau retardé le dévoilement du volet politique du plan, dont seul le volet économique a pu figurer à l'ordre du jour de l'atelier économique tenu à Bahreïn les 25 et 26 juin 2019.

Une vision purement économique

Selon les déclarations de l'équipe américaine chargée du plan de paix, ce qui distingue leur proposition de tous les projets qui l'ont précédée est son caractère « réaliste », et le fait qu'elle vise à améliorer le sort des Palestiniens en mettant l'accent sur les aspects économiques et sur le quotidien, créant ainsi les conditions matérielles propices à la paix.

Dans un [entretien](#) accordé au journal anglophone The National (1) le 26 février 2019, Jared Kushner déclarait :

Nous nous efforçons de proposer une solution réaliste qui améliore la vie des gens et repose sur les principes suivants :

- > la liberté, notamment celle de la croyance et du culte ;
- > le respect, celui que peuvent avoir les peuples l'un pour l'autre ;
- > le souci de favoriser les opportunités ;
- > et enfin la sécurité.

Dans cet interview Kushner estime qu'il faut désormais faire porter les efforts sur l'économie et le

développement des zones palestiniennes plutôt que sur les questions qui ont toujours constitué l'essence des plans de paix, à savoir Jérusalem, les réfugiés, les colonies, les frontières, la sécurité, et un État palestinien indépendant.

Mais quand on observe l'action des membres de l'équipe américaine durant les deux dernières années ainsi que les contacts qu'ils ont pu prendre avec les protagonistes du conflit, on comprend que les « principes » apparents du plan Trump pour la paix dissimulent bien en réalité un agenda politique et que celui-ci vise à évacuer les questions essentielles. Il s'agit de créer sur le terrain une nouvelle réalité politique, conforme aux visées de la droite israélienne au pouvoir, et en parfaite harmonie avec sa vision d'un « règlement » pour les Palestiniens.

Durant cette période censée préparer l'accord du siècle, le président Trump aura en réalité déjà préempté tout accord futur en prenant des décisions qui touchaient directement à l'essence du plan de paix, en sortant délibérément du cadre des résolutions internationales pertinentes, et en installant sur le terrain de nouveaux faits accomplis qu'aucun plan de paix à venir ne pourra ignorer.

Il aura ainsi, tout en préparant le fameux accord du siècle et sans en dévoiler les principes politiques, réalisé plusieurs objectifs, déclinés ci-dessous.

Évacuer la solution des deux États

C'est à un abandon progressif que l'on a pu assister, parallèlement à la révocation par Nétanyahou de son engagement envers la solution à deux États pour deux peuples. Après une déclaration de principe selon laquelle il appuierait une solution des deux États à condition qu'elle soit appuyée par les deux parties, Trump s'est écarté de manière de plus en plus évidente de cette idée, sous l'influence de Nétanyahou dont plus d'un commentateur israélien a relevé les efforts de convaincre son interlocuteur américain à chaque rencontre de renoncer totalement à cette idée. Shalom Yerushalmi a ainsi écrit dans [Israël Hayom le 21 septembre 2017 :

On n'a guère besoin de croire à la théorie des complots pour imaginer Nétanyahou s'asseyant aux côtés de Trump après l'élection de celui-ci pour lui demander d'achever une fois pour toutes cette idée des deux États. On l'imagine bien lui faire la lecture à haute voix de larges extraits de son livre *Israel and its place among nations* (Israël, une place parmi les nations), lui parler du péril existentiel que ferait peser un État palestinien sur Israël en le noyant sous les flux de réfugiés, et Trump hocher la tête en signe d'approbation. On voit bien Nétanyahou lui expliquer les difficultés qu'il éprouve à se retirer de cet engagement annoncé en 2009 et demander son aide pour se débarrasser de cette promesse.

Le 21 avril 2019 l'émissaire américain Jason Greenblatt déclarait dans un entretien à Sky News Arabia rapporté par Israel Hayom qu'il était inutile d'utiliser la formule des deux États, celle-ci n'aboutirait jamais à la paix, puisque chaque partie en avait une compréhension différente. Alors que l'accord du siècle avait une vision claire et réaliste de la paix. Lui seul pouvait mettre un terme au conflit.

Extraire Jérusalem des pourparlers

C'est une autre question essentielle qui connaît un changement de position. Le 7 décembre 2017, moins d'un an après sa prise de fonctions, Trump déclarait reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël et soulignait son intention d'y transférer l'ambassade des États-Unis. C'était là une manière de préempter le

partage de la ville, auquel se refusent totalement Nétanyahou et la droite israélienne. Selon Aluf Ben, rédacteur en chef du journal Haaretz, cette mesure a représenté une victoire de Nétanyahou sur les Palestiniens. Il écrivait ainsi dans le numéro du journal du 8 décembre 2017 :

Nétanyahou a enregistré une victoire importante dans son combat contre les Palestiniens avec la reconnaissance par Trump de Jérusalem comme capitale d'Israël et les préparatifs du transfert de sa représentation diplomatique. Trump n'a rien accordé aux Palestiniens en échange. Il n'aura fait qu'affaiblir l'engagement américain en faveur d'un État palestinien.

Entériner toutes les colonies

L'équipe de Trump a travaillé dès 2017 à une entente tacite avec le gouvernement israélien concernant la construction des colonies. À la suite de l'annonce par Israël le 3 février 2017 de la construction de 6 000 nouvelles unités de logements pour accueillir les colons évacués de l'implantation illégale d'Amona, l'envoyé spécial américain Jason Greenblatt s'est rendu en Israël où il a rencontré le premier ministre israélien. Selon Haaretz du 23 février 2017, il aurait passé avec lui un accord : Israël arrêterait de construire des colonies en-dehors des blocs principaux, en échange du silence américain sur la construction de nouvelles unités de logement à Jérusalem-Est comme au sein des blocs déjà existants. Entre-temps des fuites dans les journaux évoquaient un accord tacite selon lequel toutes les colonies demeureraient sous contrôle israélien. C'est un point que Nétanyahou a d'ailleurs souligné à plusieurs reprises lors de sa dernière campagne électorale, disant qu'il ne renoncerait à aucune implantation.

En finir avec le droit au retour

2018 aura été l'année la plus noire pour les réfugiés avec une féroce offensive contre l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), offensive menée de concert par le gouvernement israélien et l'administration américaine. La coordination était évidente entre les deux alliés, avec pour objectif le démantèlement de l'UNRWA : d'une part la réduction drastique de l'aide financière américaine et de l'autre les discours sceptiques sur son efficacité et sa viabilité. Il s'agissait d'agir sur deux fronts : changer la notion de réfugié en la restreignant à ceux qui ont été contraints de quitter leurs terres en 1948, et non pas à leurs enfants ou petits-enfants, et réduire parallèlement l'aide américaine à l'agence spécialisée de l'ONU qui, selon le gouvernement israélien et l'administration américaine ne faisait que perpétuer le problème des réfugiés. Israël a vu dans l'inflexion de la position américaine sur les réfugiés une occasion en or de se débarrasser de la question du droit au retour, l'un des emblèmes les plus importants de la cause palestinienne. À cet égard la chercheuse Israella Oron à l'Institut national israélien des études de sécurité disait dans l'édition du 5 février 2018 du site (en hébreu) mabat-al.com :

La question des réfugiés, comme celle de Jérusalem peut être considérée comme un obstacle majeur au règlement du conflit israélo-palestinien. Pour les Palestiniens qui ont grandi dans la culture de la Nakba, faire des concessions sur la question des réfugiés signifie porter directement atteinte à l'identité nationale palestinienne.

Les Israéliens ont donc favorablement accueilli la décision de Trump de réduire l'aide à l'UNRWA. Celle-ci

représente selon les termes de Gregg Roman, directeur du Middle East Forum « l'obstacle le plus important à la paix ». Il écrit ainsi dans Israel Hayom du 6 février 2018 :

Au lieu de promouvoir une culture de paix parmi les Palestiniens, et d'orienter les fonds vers des activités exclusivement humanitaires, l'UNRWA développe l'esprit de victime dans la société palestinienne. De même sa définition du terme réfugié aboutit au chiffre inacceptable de 5 millions de réfugiés qui rend impossible la recherche d'un règlement du conflit.

(...)

La définition américaine d'un réfugié recoupe celle de nombreux autres pays. Le statut de réfugié ne peut être transmis par héritage à ceux qui parmi la descendance ont pu obtenir d'autres nationalités. Or si nous supprimons des listes de l'UNRWA tous ceux qui ne répondent pas à cette définition, nous parvenons à un nombre cohérent des réfugiés de 1948 qui devrait se situer aujourd'hui entre 20 000 et 30 000 personnes, tout au plus.

Marginaliser les dirigeants palestiniens

L'équipe américaine a pleinement exploité la suspension par les Palestiniens de leur participation aux négociations en signe de protestation contre la reconnaissance par Trump de Jérusalem comme capitale d'Israël et le transfert dans cette ville de l'ambassade américaine. Elle s'est employée à monter l'opinion publique contre eux. Elle n'a pas hésité à recourir à des moyens d'intimidation, tels que la décision en 2018 d'arrêter l'aide aux Palestiniens, décision attribuée par le New York Times (14 septembre 2018) à Jared Kushner. En même temps était prise la décision de fermer le bureau de l'OLP à Washington, et l'on faisait endosser à la direction palestinienne la responsabilité de la détérioration de la situation du peuple palestinien.

Ouvrir la voie à l'annexion du Golan

Il s'agit d'ouvrir la voie à l'annexion rampante du plateau du Golan et à la reconnaissance par les États-Unis de la souveraineté israélienne sur ce territoire syrien occupé en 1967. En reconnaissant la souveraineté israélienne sur ce territoire, l'administration Trump a pu prétendre qu'Israël était dans une posture de « légitime défense ». C'est un grave précédent, qui consacre officiellement une politique d'abandon par les États-Unis de la notion d'occupation par Israël des territoires acquis par la force en juin 1967.

Le journal Yediot Ahronot (14 mars 2019) avait attiré l'attention sur l'abandon de l'expression « territoires occupés », dans un rapport de 2019 du département d'État sur les droits humains dans le monde, dans la section consacrée à Israël et aux territoires palestiniens. Le terme « occupation » n'y est mentionné qu'à deux reprises. La chaîne de télévision israélienne Channel 13 a révélé par ailleurs que l'ambassadeur des États-Unis en Israël David Friedman avait directement supervisé cette partie du rapport, s'assurant qu'un collaborateur zélé armé d'un crayon rouge bifferait systématiquement le mot « occupation ». La gravité du risque représenté par la reconnaissance américaine de la souveraineté israélienne sur le Golan syrien réside dans la voie ouverte à une reconnaissance américaine future de la souveraineté israélienne sur tous les grands blocs de colonies, ainsi que sur la zone C des territoires palestiniens de Cisjordanie. L'occupation israélienne est ainsi pérennisée tandis qu'est enterré à jamais tout processus de paix.

Les dommages infligés aux droits des Palestiniens par l'administration Trump et l'équipe chargée des

pourparlers de paix auront été terribles, avant même toute annonce de « l'accord du siècle ». Le flagrant parti-pris américain pour la défense exclusive des intérêts d'Israël, l'identité de vues entre l'administration et la droite israélienne sur l'approche à tenir vis-à-vis de la question palestinienne sont patents à travers l'accord du siècle. Les États-Unis n'ont pas simplement perdu leur rôle d'intermédiaire juste et intègre ; ils contribuent activement, par le biais de l'équipe en charge du dossier et ses prétendus plans de paix, à la stricte application du plan de la droite nationaliste israélienne : annexer les territoires occupés et pérenniser l'occupation, deux questions qui font débat en Israël même, et seront sans nul doute au cœur de la prochaine campagne électorale.

Randa Haidar

Rédactrice du bulletin « Extraits de la presse israélienne » publié par l'Institute for Palestine Studies.

(1) NDLR. Journal paraissant aux Émirats arabes unis.

Lire aussi : [sur le site d'Orient XXI](#)

visuel :

23 mai 2017. — Donald Trump visite l'Israel Museum en compagnie de Benjamin Nétanyahou
Ambassade des États-Unis en Israël

L'article original fait partie d'un dossier publié par l'Institute of Palestine Studies. Traduit de l'arabe par Nada Yafi.

- Emplacement : [Vous êtes ici](#) : [Accueil](#) > [S'informer](#) > [Actualités](#) >
- Adresse de cet article :
<https://plateforme-palestine.org/L-accord-du-siecle-au-service-de-la-droite-israelienne-5837>